

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1888-1889.

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS D'AVRIL.

FEUILLETON AU 10 MAI 1889.

PÉTITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION A STATUÉ.

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
1.	4664.

Par pétition datée de Gand, le 28 mars 1889,

Les président et secrétaire du « Vrije Burgersbond van Gent » protestent contre l'arrêté du Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique déclarant la Société coopérative socialiste « Vooruit » de Gand adjudicataire pour la fourniture du pain à l'école normale de l'État de cette ville. Ils protestent, en outre, contre les avantages accordés en matière de patente, d'enregistrement, de timbre, d'affichage, etc., à des groupes considérables de coalisés et demandent que les sociétés coopératives soient soumises au droit commun.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

2.	4665.
----	-------

Par pétition datée de Dinant, le 28 mars 1889,

Le sieur Gilbert, ancien combattant de 1830, à Dinant, sollicite un secours.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

- | | | |
|----|-------------------------|---|
| 3. | 4670. | <p>Par pétition datée de Laroche, le 30 mars 1889,</p> <p>La veuve Adam, à Laroche, ayant laissé prescrire un trimestre de pension demande que cette prescription soit levée.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i></p> |
| 4. | 4673. | <p>Par pétition datée de Grand-Bigard,</p> <p>Des habitants de Grand-Bigard demandent l'adoption de la proposition de loi de M. Coremans, relative à l'emploi de la langue néerlandaise en matière répressive.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i></p> |
| 5. | 4674.
4679.
4688. | <p>Par pétition datée de Gavere,</p> <p>Le receveur communal de Gavere demande qu'un traitement minimum, basé sur le chiffre de la population et le nombre d'années de service, soit garanti aux receveurs communaux et qu'une pension leur soit accordée, ainsi qu'à leurs veuves et orphelins.</p> <p>Même pétition de receveurs communaux d'Oppuers, Wodecq, Châtelet, Fumal, Houttave, Neder-Hasselt, Niverlée, Stave, Thuillies, Curange, Hargimont, Lustin, Pondrome, Vossclaer, Alost, Hofstade, Petit-Rœulx, Quevaucamps, Testelt, Wieze.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i></p> |
| 6. | 4680. | <p>Par pétition datée de Lahamaide, le 2 janvier 1889,</p> <p>Des habitants de Lahamaide demandent le rejet du projet de loi concernant l'accise sur les sucres.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.</i></p> |
| 7. | 4682. | <p>Par pétition datée de Lanaeken,</p> <p>Des conseillers communaux de Lanaeken prient la Chambre d'accorder aux députations permanentes la faculté de permettre aux administrations publiques de vendre leurs bois à main ferme, mais seulement lorsque le prix d'expertise ne sera pas atteint en vente au plus offrant et par-devant notaire.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.</i></p> |

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

8.

4685.

Par pétition datée de Watermael,

Des habitants de Watermael protestent contre la demande de division du canton d'Ixelles, formulée par des habitants d'Uccle et tendant à la formation d'un canton qui aurait pour chef-lieu Uccle et comprenant toutes les communes rurales faisant actuellement partie du canton d'Ixelles. Ils demandent que, dans le cas de division, leur commune ne soit point distraite du canton d'Ixelles.

DÉCISION : Renvoi à MM. les Ministres de l'Intérieur et de l'Instruction publique et de la Justice.

9.

4690.

Par pétition datée de Saint-Nicolas, le 5 avril 1889,
Le sieur Van Eyck, à Saint-Nicolas, propose des mesures pour la défense du pays.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

10.

4691.

Par pétition sans date,
Le sieur Sacré demande la restitution de droits de patente perçus abusivement.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.

11.

4692.

Par pétition datée d'Anvers, le 8 avril 1889,
Des habitants d'Anvers demandent qu'une enquête judiciaire soit ouverte au sujet du scandale dit des docks d'Anvers.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

12.

4698.

Par pétition datée de Merxplas, le 4 avril 1889,
Le sieur Bayot, à Merxplas, se plaint, au nom de plusieurs détenus, des mauvais traitements dont ils sont l'objet de la part des chefs instituteurs, surveillants et chefs d'atelier du dépôt de mendicité de cette localité.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

13.

4701.

Par pétition datée de Felenne, le 3 mars 1889,
Le conseil communal de Felenne se plaint qu'un garde forestier ait été nommé, dans cette localité, à l'insu du conseil.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

14.

4702.

Par pétition datée d'Anvers, le 3 mars 1889.

Les président et secrétaire de la vlaamsche vrijzinnige vereeniging « Oranje-Blanje-Blauw », à Anvers, prient la Chambre de voter une loi établissant le service personnel obligatoire; ils demandent, en outre, qu'à défaut de formation de régiments wallons et de régiments flamands, les autorités et commandants militaires soient tenus de connaître les deux langues.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

15.

4703.

Par pétition datée de Mimô, le 8 avril 1889,

Des instituteurs communaux de Florenville se plaignent de la situation qui leur est faite par l'application rigoureuse de la loi scolaire de 1884. Ils demandent qu'une enquête soit ouverte à ce sujet et que des mesures soient prises en vue de sauvegarder leurs droits à un traitement et à une pension proportionnés à l'ancienneté et à l'importance des services rendus.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

16.

4707.

Par pétition datée de Kessel, le 11 avril 1889,

Le sieur Dens, instituteur communal en disponibilité, à Kessel, demande le rétablissement de l'école communale de cette localité et sa réintégration dans ses anciennes fonctions.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

17.

4710.

Par pétition de Bruxelles, le 4 avril 1889,

Le sieur Lauwers, à Bruxelles, revendique des droits dans une succession.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

18.

4711.

Par pétition datée de Bruxelles, le 23 avril 1889,

Le sieur Linck, à Bruxelles, se plaint d'être arbitrairement colloqué dans une maison de santé.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

19.

4721.

Par pétition datée d'Anvers, en avril 1889,

Le comité et des membres du « Bekwaamheidskiezerskring der 4^{de} wijk, » à Anvers, prient la

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

Chambre de modifier la loi de 1884 sur le suffrage capacitaire et proposent, aux lois électorales en vigueur, une disposition additionnelle concernant les officiers de l'armée.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

20. 4722.

Par pétition datée de Berchem (Anvers),
Les président, secrétaire et des membres du « Club van liberale propaganda » d'Anvers exposent divers *desiderata* en matière militaire formulés par des habitants de Berchem réunis en assemblée générale par ledit club.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

21. 4723.

Par pétition datée de Verviers, le 29 avril 1889,
Le sieur Fecken, garde excentrique, à Verviers, sollicite une augmentation de salaire.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.*

